

1FJD

portugal

BULLETIN D'INFORMATION

1972

AOÛT/ SEPT.

1971 - Moment de vérité pour le gouvernement de M. Caetano

M. Caetano qui, après la mort de Salazar, a dû inaugurer une politique dite de "libéralisation" du régime fasciste, s'est vu aux prises avec des difficultés accrues qui risquent de mettre en échec l'ensemble de sa politique démagogique. La répression qui de ferla sur les travailleurs et l'opposition démocratique, en effet, en est la meilleure preuve. Quelques organes de la presse française, dans plusieurs articles parus dernièrement,* se sont faits l'écho de la brutalité des procédés employés par la police politique PIDE-DGS pendant les interrogatoires. On assiste ainsi à la reprise du plus beau style répressif de son prédécesseur.

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA VAGUE DE REPRESSION DECLANCHE EN 1971 ?

Comme c'est l'évidence même, la nature des forces économiques et sociales qui sont à la base du gouvernement de M. Caetano n'a pas chan-

*- "Le Monde", 30 et 31 Mars et 1 Avril, 1972;
"L'Express", 27 Mars 1972;
"Le Figaro", Février et 1 Mars, 1972;
"L'Humanité", 10 Nov. 1971, 7, 16, 24 et 29 Février et 1, 6 et 17 Mars, 1972.

correspondance : JEAN MARCU
BP 80 - 94 VINCENNES

gé par rapport au temps de Salazar. Les guerres coloniales qui durent depuis plus de dix ans sont là, si besoin en est, pour le prouver. De puis leur début l'Etat a déjà dépensé, pour leur financement, plus de cent millions de "contos" (à peu près 20 milliards de Francs), soit l'équivalent du total de toutes les autres dépenses de l'Etat pendant six ans. Ainsi l'exige la nature même du capitalisme monopoliste portugais qui, dans son processus de concentration, tout en étant soumis au capitalisme étranger, ne peut pas se passer de l'exploitation coloniale et de la surexploitation de la main d'oeuvre nationale*.

Toute tentative de "libéralisation" qui parte de la défense de tels intérêts tourne court, et ne peut être qu'une fumisterie démagogique; en surplus, son champ de manoeuvre reste nécessairement très limité. C'est ainsi que l'on a dû attendre trois ans pour que quelques unes des prétendues réformes "libérales" voient le jour; elles n'en furent pas moins décevantes pour ceux-là même qui croyaient encore à une quelconque possibilité de libéralisation du régime fasciste. C'est le cas de la récente "Loi de la presse", où l'on voit se prolonger, à quelques modifications de style près, la censure qui étouffe l'expression de la pensée portugaise**.

L'exploitation accrue n'a pas manqué cependant de faire croître la résistance des masses travailleuses portugaises qui ont su, par ailleurs, profiter des quelques mesures de "libéralisation" que le gouvernement de M. Caetano s'est vu obligé de décréter après la mort de Salazar, afin de se reorganiser et de donner un nouvel élan à leurs mouvements revendicatifs. En même temps, en tant qu'émanation du mécon-

* - Evidemment l'effort de guerre retombe sur la population, étant donné que l'accroissement des impôts se fait sur la base des impôts dégressifs, c'est à dire: le gouvernement augmente la charge fiscale qui retombe sur les travailleurs et l'allège vis à vis des monopoles.

Le total des impôts est monté de 9 millions de "contos" (presque 1,7 milliards de Francs) annuels en 1960, à 29 millions de "contos" (5,5 milliards de Francs, à peu près) en 1971. Rappelons que 2/5 des recettes de l'Etat sont dépensées dans la guerre coloniale. Ceci et la politique de bas salaires provoque une saignée annuelle estimée à 150.000 Portugais qui vont chercher ailleurs (sur tout dans les pays du marché commun) de meilleures conditions de vie.

** - A ce sujet voir l'article paru dans ce bulletin - Septembre 1971.

tentement populaire contre le gouvernement et sa guerre coloniale, est apparu, dans la scène politique, un mouvement révolutionnaire (A.R.A.) qui s'attaque directement (avec une efficacité remarquable) à l'appareil militaire fasciste. (Les attentats contre la base d'avions militaires de Tancos, ou contre le Q.G. du Comiberlant -OTAN- à Lisbonne, sont encore dans la mémoire de tous).

Or, tout ceci mettant en cause la base réelle de la politique de M. Caetano dans sa défense des intérêts monopolistes portugais, ce n'est donc pas étonnant de l'entendre mettre en garde contre "la mentalité dangereuse de revendications"* des travailleurs, qui serait à la base de l'inflation, et par là même, de toutes les difficultés éprouvées par le gouvernement. D'où l'extrême violence de la répression déclenchée en 1971 dans le but de stopper les luttes ouvrières et populaires sous toutes leurs formes.

Ce faisant, M. Caetano a mis à nu les vraies intentions de sa politique. En ce sens, 1971 fut l'année où les contradictions d'une politique démagogiquement "libéralisante" ont éclatées et sont devenues claires pour tout le monde.

On voit ainsi confirmée l'analyse de l'opposition démocratique portugaise qui, dans le programme de la C.D.E. (Commission Démocratique Electorale) de Lisbonne pour les "élections" de députés de 1969, caractérisait déjà de la façon suivante l'essence de la politique démagogique de M. Caetano: " (...) les classes au pouvoir ont senti qu'il fallait changer la politique du régime et actualiser son contenu afin d'être capables de survivre à la marée croissante du mécontentement populaire (...). Encore fallait-il rendre supportable le système, à l'énorme masse de la population. D'où la "libéralisation". Celle-ci repose sur une démagogie populiste, sur l'utilisation des grands moyens d'information de masse (surtout la télévision), les voyages constants des membres du gouvernement et quelques mesures administratives de "décompression" qui ne concèdent que ce qui convient au régime sans pour autant toucher à son essence (...)."**

* - V. le journal "O Século" du 26 septembre 1971.

** - "Para um dossier da Oposição Democratica", t. 2, p. 241.

.. DE LA PRESSE

Manifestations... Répression.

Ce qu'en dit la presse...

La censure ne permet jamais que la presse fasse état des luttes du peuple. Cependant, lorsque celles-ci gagnent une certaine ampleur, il lui devient impossible d'empêcher l'information dans la presse. Mais, cette "information" est limitée à la version gouvernementale établie par des communiqués officiels tendacieux et menaçants, visant l'isolement de ceux qui luttent et la justification de la répression. Celle-ci d'ailleurs, toujours brutale, est la seule réponse que connaît le gouvernement.

Une autre façon dont l'on est "informé" sur ce qui s'est passé provient de la publication dans les journaux de listes des gens blessés ou arrêtés dans les manifestations, ou alors de petites notes que l'un ou l'autre journal parvient à faire glisser.

En voici quelques exemples à propos d'événements récents:

1. LA MANIFESTATION DU 15 AVRIL A PORTO *

("Diario de Noticias", 17 AVRIL 1972)

"INCIDENTS A PORTO"

"Samedi, en fin d'après midi, peu après 17 heures, Place de la Liberté et Avenue des Alliés, des groupes de gens, pour la plupart des jeunes, ont commencé à se rassembler. Partout l'ambiance était d'attente comme si quelque chose allait arriver. En effet, des tracts répandus la veille annonçaient une manifestation pour la fin de l'après midi, ce qui a conduit la P.S.P. (Police de sécurité publique) à mettre en place un dispositif pour neutraliser, dès le début, toute tentative des manifestants.

Ainsi, des forces en état d'alerte ont été concentrés (...).

Cependant, autour de la Place de la Liberté et partout dans l'Avenue des Alliés, la foule s'était répandue le long des trottoirs et de la zone centrale de la chaussée. Vers 18.30, la circulation automobi-

*.- Voir notre information, p. 12 .

le a commencé a devenir difficile, ce qui a entraîné son interdiction dans plusieurs endroits, pour empêcher les véhicules d'emprunter le centre de la ville.

Au moment où la circulation de véhicules a pris fin a eu lieu la rencontre entre la Police et un groupe de jeunes gens (...).

En effet, du milieu de ce groupe on a commencé à répandre des tracts appelant la population de la ville à protester contre la vie chère.

Les policiers ont chargé sur les manifestants, qui se sont mis à fuir dans tous les sens, pendant que quelques uns étaient arrêtés.

Partout on voyait des gens s'enfuyant, alors que des renforts de la P.S.P. étaient en train d'encercler toute la place de la Liberté.

La Police dispersait les manifestants.

Une fois les manifestants éloignés, le mouvement dans le centre de la ville a recommencé à devenir normal et, à 20 heures, la circulation a été rétablie. Mais, ce n'est que vers 21 heures que les agents de la P.S.P. sont rentrés au Commandement.

D'après l'officier de la P.S.P. en service, plusieurs arrestations ont été pratiquées (...). Pourtant, les identités des détenus n'ont pas été révélées."

2. MENACES DU GOUVERNEMENT POUR EMPECHER

DES MANIFESTATIONS LE 1er MAI

("A Capital", 30 Avril 1972)

"Ces derniers temps, des petits groupes terroristes se sont multipliés dans le Pays, les uns liés au Parti Communiste, comme l'A.R.A., les autres aux dissidents qui agissent depuis l'Algérie, comme les Brigades Révolutionnaires, et d'autres encore purement anarchistes, trotskistes ou maoïstes, nés en général dans le milieu étudiant. Ces groupes ont en commun la résolution de s'engager dans l'action armée par des attentats contre des installations militaires ou des centres vitaux de l'activité économique, sans exclure des attentats personnels.

(...).

NOTA OFICIOSA DO MINISTÉRIO DO INTERIOR

PROIBIDAS MANIFESTAÇÕES NO 1.º DE MAIO

Através da Secretária de Estado da Informação e Turismo recebemos do Ministério do Interior a seguinte nota oficiosa:

tagem, sobretudo plástico e detonadores, e de grande quantidade impressos destinados a serem espalhados pelo País.

Nos últimos tempos têm-se multiplicado no País pequenos grupos terroristas, uns ligados como a A. R. A. Partido Comunista como as "luciferas".

Le 1er mai a été choisi, cette année, pour la réalisation d'un mouvement auquel les promoteurs avaient l'intention de donner une grande ampleur, en le préparant par une intense propagande, où, outre les thèmes habituels, figure avec insistance la hausse du coût de la vie, qui est aujourd'hui un phénomène universel et pas seulement portugais.

Heureusement, la Direction-Générale de la Sécurité a eu l'occasion d'arrêter plusieurs personnes arrivés de France, portant du matériel de sabotage, (...).

Em même temps, des plans pour le sabotage de plusieurs installations ont été appréhendés. (...).

On espère, donc, avoir désarticulé l'action subversive en préparation, mais il n'est pas possible d'assurer que des perturbations de l'ordre public dans les rues, les écoles et les usines ne seront plus tentées.

Dans ces circonstances est interdite la réalisation de toute manifestation le 1er Mai.

Le dispositif de prévention a fait l'objet d'une particulière attention et l'intervention des forces de sécurité a été soigneusement préparée, lorsqu'elle s'averait nécessaire.

Il ne sera pas possible d'éviter que les gens pacifiques, dont la liberté de mouvement et l'intégrité physique doivent être respectées, ne soient gênés, si, aux heures et dans les locaux choisis par les agitateurs, ils ne prennent pas la précaution de s'éloigner, en obéissant promptement aux avertissements des agents de l'autorité et en évitant que l'on puisse les confondre avec les manifestants.

Les forces de sécurité considèrent, naturellement, suspects les groupements de personnes se trouvant dans les locaux prévus pour la concentration et qui n'obéissent pas à leurs instructions.

On espère que les populations décourageront les agitateurs en les laissant seuls avec leur propre destin.

Le moyen le plus sûr d'empêcher les perturbations et de limiter leurs effets sera l'obéissance aux instructions de l'autorité."

.....

BILAN OFFICIEL DE LA JOURNÉE DU 1er MAI

("A Capital", 2 Mai 1972)

DISPOSITIVO POLICIAL PREVINE MANIFESTAÇÕES

"Un dispositif de sécurité a fonctionné pendant tout l'après midi d'hier dans plusieurs endroits de la capitale pour prévenir la réalisation de manifestations commémoratives du 1er Mai.

(...).

Le dispositif de sécurité, qui a été ralenti depuis

21 heures, a compris le débarrasement de quelques parkings

d'automobile dans la ville (...) et, à

Moscavide, l'interdiction de la circulation de véhicules dans le populaire quartier, pendant quelques heures.

Au début de la soirée, on n'avait enregistré aucun incident à part la détention temporaire dans la Prefecture de cinq jeunes gens qui, après identification, ont été libérés."

Quando houve que, depois
de um período de
repouso em andamento.

O Porto de prevenção

Também no Porto

Como em Lisboa, não
houve incidente, porém,
ocorreu, não se tendo
registrado a intervenção
da Polícia.

mos a seguinte nota:

. "Prévention à Porto

A Porto aussi, la fin de l'après midi et le début de la soirée d'hier ont été caractérisés par des mesures de prévention contre la réalisation de manifestations populaires.

Depuis 18 heures, tous les établissements du centre de la ville ont fermé leurs portes."

(...).

. "Communiqué du Ministère de l'Intérieur"

"Le 1er Mai s'est tranquillement déroulé dans tout le Pays. Il n'y a eu aucune perturbation du travail ou de la vie des populations, puisque aucune des manifestations projetées n'ont été réalisées ou ébauchées.

(...)

Le bilan du 1er Mai est une preuve réelle de l'imperméabilisation des populations à la propagande des agitateurs et des imposteurs, aussi bien que de la convenance d'avertir opportunément la population des situations que l'on prétend créer."

3. INVASION POLICIERE DE FACULTES A LISBONNE *

("Diario de Lisboa", 18 Mai 1972

DL/NACIONAL

POLÍCIAS E ESTUDANTES FERIDOS

-Anuncia o Ministério do Interior

Do Ministério do Interior, através da Secretaria de Estado

da Informação e Turismo, recebemos ontem a seguinte comunicação:

«A direcção do I. S. T. pediu a Polícia de Segurança Pública a

a actos de indisciplina que terminaram pela ocupação abusiva do próprio gabinete do director.

A intervenção processou-se em termos de evitar confrontações e de acordo com o sr.

lações onde se tinham refugiado os estudantes e ao encerramento da respectiva Associação

Sanados os distúrbios Técnico, chegava ao Comando da Polícia de Lisboa a informação de que se prepara

"POLICIERS ET ETUDIANTS BLESSES -

- Annonce le Ministère de l'Intérieur"

"Du Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'Information et Tourisme, nous avons reçu hier la communication ci-

* - Voir notre information, p. 13 et Documentation, p.15 .

-dessous:"

"La direction de l'I.S.T. (Institut supérieur technique) a demandé à la Police de Sécurité Publique d'intervenir, avant-hier, 16 Mai, vers 10 heures, pour mettre fin à des actes d'indiscipline qui ont culminé par l'occupation abusive du bureau du directeur-même.

L'intervention s'est opérée de façon à empêcher des confrontations, et d'un commun accord avec Monsieur le directeur de l'Institut, et a abouti à l'évacuation des installations où les étudiants s'étaient réfugiés et à la fermeture de l'Association d'étudiants.

Une fois que les désordres du Technique ont été guéris, il parvenait au Commandement de la Police de Lisbonne l'information selon laquelle une agitation plus grande était en préparation à l'I.S.C.E.F. (Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières) sous l'orientation de l'Association d'étudiants.

Vers 16 heures, les forces de sécurité ont mis en place, à l'extérieur de l'Institut, le dispositif convenable pour empêcher l'entrée des gens étrangers à l'école et l'organisation d'une nouvelle manifestation publique séditeuse comme celle qui s'était produite le 11 passé et qui a abouti à des vitrines cassées, des courses, des agressions personnelles et qui ne s'est arrêté qu'après l'intervention de la Police, dans l'Avenue de la Liberté, où plusieurs arrestations ont été pratiquées.

La Police a été provoquée et attaquée à coups de pierres par les étudiants de l'Institut mutinés et qui se trouvaient abrités dans l'édifice.

Dans ces circonstances, l'entrée de la Police dans l'école a été ordonnée et la mutinerie a été maîtrisée, et ensuite on a mis en oeuvre, obéissant à des ordres supérieurs, la fermeture des installations de l'Association d'étudiants.

En conséquence de cette intervention ont été blessés un chef, quatre sous-chefs et douze gardes de la Police, et une voiture de celle-ci a été endommagée.

Pour désobéissance et outrages à l'égard de l'autorité (...) les étudiants (...) ont été arrêtés et traduits en justice.

(...)

Dans cet incident des étudiants ont été blessés, lesquels ont reçu les soins nécessaires.

Le Commandement de la Police de Sécurité Publique de Lisbonne regrette cet essor de provocation et de violence et il employera la plus grande énergie dans la répression de ceux qui ont décidé d'adopter ces méthodes, quel que soit le lieu où ils se trouvent, l'étiquette qu'ils portent et la classe à laquelle ils appartiennent, pour que de tels actes ne se repètent plus."

.....

("Diario de Noticias", 27 Mai 1972)

"LES FAITS SURVENUS DANS L'I.S.C.E.F."

"De la Direction de l'Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières nous avons reçu, avec la demande de publication, le commu

niqué ci-dessous:"

"Le Conseil de l'Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières ayant fait une représentation au ministre de l'Education Nationale, due à l'intervention de la force publique dans cet établissement, sans l'autorisation de la compétente autorité académique ou du Ministère de l'Education Nationale, le ministre a adressé au directeur de cette école la lettre ci-dessous:

Au long des investigations que le Gouvernement a en cours, sur les incidents survenus dans cet Institut, le 16 dernier, on a constaté qu'à l'origine de ces incidents était la conduite d'un groupe d'étudiants placés à l'enceinte de l'édifice, mais qu'après, en effet, se sont produits des faits qui ne sont pas conformes aux orientations depuis toujours tracées par le Gouvernement et jusqu'à maintenant suivies lors des interventions de la force publique dans les édifices scolaires. Le Gouvernement regrette que de tels faits ont pu s'arriver et pour sa part il a déjà pris les mesures nécessaires pour empêcher leur répétition.

Pour la part de l'Institut, j'espère que tout le monde s'efforcera pour assurer la discipline interne indispensable au fonctionnement régulier de l'enseignement et que dans ces installations ne seront pas permises des réunions et des manifestations contraires aux décisions de l'autorité académique et susceptible de se répercuter dans l'ordre public.

Il ne me faut que de répéter à V. Exce., Monsieur le directeur, que le Gouvernement vous réitère entièrement sa confiance, avec la certitude que l'autorité académique sera d'autant plus facilement respectée par ceux du dehors que plus elle est acceptée par les membres de l'école."

.....

EVENEMENTS SOCIO-POLITIQUES

Comment luttent les Portugais

Dans l'impossibilité de donner à nos lecteurs, même en résumant, un aperçu de toutes les luttes, grandes et petites, que les travailleurs mènent, en ce moment, dans notre pays, voici quelques "flashes", parmi les plus significatifs de COMMENT se déroulent ces luttes populaires contre le fascisme portugais.

UNE LUTTE OUVRIERE EXEMPLAIRE

GRUNDIG, usine d'appareils de radio et télévision, située à Ferreiros, près Braga, District de Porto, appartenant au monopole Ouest-allemand bien connu, et employant 2.700 ouvriers, dont un pourcentage élevé de femmes.

Les ouvriers étaient inscrits (d'office, comme partout au Portugal) au Syndicat officiel des électriciens.

Lors d'une élection récente pour la Direction de ce Syndicat, les travailleurs de cette branche professionnelle avaient réussi à élire des dirigeants qui méritaient leur confiance et, au terme d'une lutte difficile, un contrat collectif de travail avait été signé.

La direction de GRUNDIG, avec la complicité des autorités gouvernementales, avait alors réussi à transférer l'inscription des ouvriers au syndicat des métallurgiques.

Plus récemment, toutefois, les métalos ont obtenu, eux aussi, la signature d'un contrat collectif encore plus avantageux.

Et voilà que les patrons de GRUNDIG essayent d'inverser leur manœuvre et de retransférer le personnel à nouveau vers le syndicat des électriciens. Le jour de la paie, lorsque les ouvriers s'en sont aperçus, de vives protestations se sont élevées de tous les côtés, mais les patrons n'ont rien changé à leur position. Le Lundi suivant, les 2.700 se sont rendus à leurs postes de travail mais y sont demeurés immobiles, sans oublier, toutefois, d'élire sur place une Commission d'Unité. Dans l'après midi, une réunion s'est tenue avec des délégués du syndicat des métallurgiques, de l'Institut National du Travail et de la Prévoyance (organisme gouvernemental) et le directeur allemand de l'entreprise. Celui-ci a commencé par exiger que les discussions fussent tenues en anglais, mais les délégués syndicaux lui ont opposé le plus vif refus. Il a ensuite essayé d'ajourner les pourparlers de quelques mois, mais les délégués syndicaux ont rejeté aussi énergiquement cette proposition. Entretiens, des forces de police de plus en plus nombreuses ont commencé l'encerclement de l'usine. La direction, comptant sur l'intimidation des ouvriers de GRUNDIG, propose que les dis-

cussions se poursuivent mais avec les travailleurs qui s'étaient constitués en Commission d'Unité, ce qui est accepté par le syndicat. Les ouvriers ont eu raison de confier en leurs camarades car cette manoeuvre ne porte pas de fruits non plus, les 2.700 ouvriers tenant bon et poursuivant leur grève le lendemain. L'usine est alors envahie par la police, qui isole ses différentes sections en fermant les portes respectives avec toute sorte de violences. La tension monte lorsqu'une ouvrière se met à crier. Répondant à ces cris, les ouvriers enfoncent toutes les portes, font face à la police et protestent avec la plus grande énergie, et construisent des barricades un peu partout. Entretemps la grève menace de gagner d'autres entreprises métallurgiques, en signe de solidarité. Le Ministère de l'Intérieur intervient alors après de la direction de GRUNDIG qui, par l'intermédiaire d'un autre directeur venu exprès d'Allemagne, donne son accord à toutes les revendications des travailleurs qui obtiennent, dans la plus grande joie, des augmentations de salaires de 40 à 70% avec rétroactivité à partir du 1er Janvier, et déclarent alors la grève terminée.

SEMAINE "AMERICAINE"

Dans la plupart des entreprises industrielles au Portugal, les ouvriers faisaient, jusqu'à présent 9 heures et demie par jour (47 heures et demie par semaine) et avaient le Samedi libre. Récemment, une loi est parue limitant à 9 heures le temps de travail maximum par jour. Il s'agit, naturellement, d'une manoeuvre des patrons, en accord avec le gouvernement, tendant à faire travailler les ouvriers aussi le Samedi en allongeant ainsi la durée du travail hebdomadaire. Les travailleurs sont en train de résister efficacement à cette manoeuvre en utilisant les formes de lutte les plus diverses. Dans certaines usines, comme à Fabrica Leao, les ouvriers continuent de suivre l'ancien horaire, malgré toutes les intimidations. Le syndicat des métallurgistes a effectué une réunion avec la participation de 1.500 ouvriers, et des pétitions pleuvent sur le Ministère des Corporations, avec 1200, 4000, 5000 et 7000 signatures.

LE CORPORATIVISME S'ATTAQUE AUX COOPERATIVES

Devant l'ampleur et l'activité accrue des Coopératives, un décret est paru récemment, interdisant à celles-ci toutes les activités culturelles qu'elles poursuivaient traditionnellement, et leur fixant un délai pour déposer leurs statuts, ce qui n'avait jamais été obligatoire. Une réunion nationale avec des délégués de 30 Coopératives, s'est effectuée de suite, représentant plus de 20.000 associés, et a pris la décision de ne pas accepter l'application du décret. Depuis lors, les coopératives font l'objet de toute sorte d'interventions policières. Il y en a, comme la DEVIR, qui sont perquisitionnées tous les jours. La PIDE-DGS interroge et provoque toutes les personnes qui entrent ou sortent de ses locaux, perquisitionne aussi chez leurs dirigeants, etc. Toutes ces manoeuvres ont abouti à la fermeture forcée de la Coopérative LIVRELCO, ce qui a amené les dirigeants de la grande majorité des coopératives à se réunir à nouveau et à élever une vive protestation

auprès des autorités, et à publier en même temps un communiqué dont plusieurs milliers ont été distribués à Lisbonne et alentours, en plein jour, par un gigantesque porte-à-porte. Mais ce à quoi on assiste surtout, en ce moment, c'est à un très grand développement de toute l'activité des coopératives, qui réalisent partout des colloques, des récitals, des promenades, etc., en multipliant, en même temps, leurs contacts.

LES PAYSANS REFUSENT D'ETRE ECRASES

- Les producteurs de figues de Torres Novas réalisent une réunion de plus de 100 petits producteurs et refusent de livrer au gouvernement, pour distillation, les figues qu'ils distillaient eux-mêmes jusqu'à présent. Des patrouilles de la Garde Nationale Républicaine sont venues dans la ville pour essayer de les intimider, mais ont été obligées de quitter les lieux sous la pression de la population qui, entre autres, se préparait à sonner les cloches.
- Les producteurs de vin de Lustosa, District de Viseu, ont refusé, eux aussi de payer une taxe sur le vin que le gouvernement voulait leur imposer. La police est venue et a effectué une arrestation. Toute la population de Lustosa s'est alors rendue au poste de police, dans une autre petite ville voisine et l'a pratiquement détruit. Une nouvelle force policière plus importante s'amène mais n'est même pas parvenue à entrer dans le village car la population unanime s'était rassemblée aux abords et à fait fuir les agents de la répression sous une pluie de pierres.
- Des événements tout-à-fait semblables se sont produits avec les producteurs de lait d'une autre région.
- Une concentration de 1.000 paysans a eu lieu à Penafiel pour protester contre l'importation de viande faite par le gouvernement.
- Les paysans de Talhadas occupent, depuis déjà quelque temps des terres incultes situées autour de leur village, et déjà trois autres villages sont en train de suivre leur exemple.

40.000 PERSONNES MANIFESTENT, DANS LES RUES DE PORTO, CONTRE LA VIE CHERE

Pendant toute la semaine qui a précédé le 15 Avril, une très large campagne d'agitation a eu lieu à Porto, pendant laquelle des procédés ingénieux ont été utilisés, comme par exemple celui des boîtes de carton d'où s'envolaient des milliers de tracts sous l'action de petites charges d'explosifs, dans les lieux les moins prévisibles et aux heures de grande circulation.

La population était ainsi convoquée à se rendre à la place principale, à 18.30, mais dès avant midi les agents en civil de la Police Politique (PIDE-DGS) font leur entrée en scène... A partir de 17.30 arrivent les cars de la police de sécurité publique, et les agents forment un cordon qui parcourt la place dans tous les sens, ainsi que la

grande avenue qui la prolonge, en empêchant toute personne de s'arrêter. A 18 heure, toutefois, le nombre de personnes était tel que la police ne peut plus empêcher que des rassemblements aient lieu, de plus en plus nombreux, dans plusieurs endroits mais principalement le long de l'avenue. A 18.30 toute circulation était devenue impossible et le silence était total.

A 18.35 un drapeau national surgit du milieu de la foule, ayant à son côté une pancarte protestant contre la vie chère, et le silence était subitement remplacé par des cris qui partaient de toutes les bouches: "à bas le fascisme", "à bas les guerres coloniales", "à bas la vie chère", etc.

La police charge brutalement, utilise des chiens policiers, et, du milieu de la foule, surgissent des agents en civil qui sortent des matraques et indiquent aux agents en uniforme les personnes qu'ils doivent arrêter. Les cafés et brasseries autour de la place et le long de l'avenue, sont envahis par la police mais c'est là que commence la résistance. Les manifestants, utilisant des bouteilles, blessent et font reculer les forces de répression. Un jeune roule par terre luttant avec un chien qui le mord, et un autre est jeté comme une balle d'un groupe à l'autre de policiers. Mais, dans d'autres endroits, ce sont ceux-ci qui sont obligés de passer à la défensive. Deux heures se sont passées jusqu'à ce que la police ait réussi à dissoudre la manifestation.

LA LUTTE DES ETUDIANTS

La lutte des étudiants a dernièrement pris un développement exceptionnel, principalement à Lisbonne et Coimbra, à tel point que la presse portugaise elle-même s'est vue contrainte à publier plusieurs communiqués gouvernementaux mentionnant l'agitation, plusieurs dizaines d'arrestations, les noms de nombreux étudiants et policiers blessés au cours de manifestations, ainsi que les habituelles menaces.

Déjà le 17 Avril, à Coimbra, une assemblée de 1.500 étudiants a eu lieu, avec intervention policière, provocations, arrestation d'un étudiant que ses collègues ont arraché des mains des agents, transfert de l'assemblée d'un local pour un autre sous les yeux des policiers postés d'un côté et de l'autre du défilé des étudiants qui n'ont jamais cessé de protester contre la présence de la police à l'intérieur de la faculté. A Lisbonne aussi, à la Faculté de Médecine, après l'arrestation de 23 étudiants, une concentration de 800 élèves a décidé d'une grève de protestation qui a été suivie à 100%.

Ce fut, toutefois à l'Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières à Lisbonne que les événements ont pris une tournure plus grave, le 16 Mai. Les limitations imposées au droit de réunion et certains problèmes pédagogiques avaient déjà donné lieu à plusieurs assemblées et concentrations auxquelles avait participé une partie des professeurs.

La réponse du gouvernement de Caetano aux revendications des étudiants a pris la forme de la répression la plus brutale qui a été enregistrée depuis la fin de la 2ème guerre mondiale. Des brigades spéciales de la police de choc, armées jusqu'aux dents et utilisant des chi

ens policiers a envahi les locaux universitaires malgré l'opposition formelle du directeur et des professeurs. Des actes d'une sauvagerie incroyable ont été pratiqués par ces agents spéciaux, et il suffit de dire que nombreux ont été les étudiants qui se sont jetés par les fenêtres car la police forçait l'entrée d'un local où les étudiants s'étaient abrités et qui était archicomblé. Il y a eu une cinquantaine d'étudiants blessés dont bon nombre très grièvement, et les services d'urgence de quelques hopitaux ont épuisé leur capacité.

Outre les communiqués des étudiants,* distribués très largement, un autre communiqué signé d'abord par 55 professeurs, auquel ont ensuite donné leur adhésion 113 autres,* a fait également l'objet de la plus large diffusion, en protestant énergiquement contre la brutalité de l'intervention policière et déclarant qu'il n'y avait pas le minimum de conditions requises pour que l'enseignement se poursuivre.

A l'Institut Supérieur Technique tout a commencé par une protestation des étudiants concernant les déficiences de l'enseignement des Mathématiques. Une concentration qui, selon la note officielle du gouvernement, comptait environ 700 étudiants a été également dispersée par les forces repressives, qui, cette fois-ci, ont été appelées par le Directeur lui-même, M. Frausto da Silva.

Les deux facultés se trouvent fermés mais l'agitation a gagné tous les étudiants et ceux-ci on manifesté en plein centre de la ville avec beaucoup d'appui et simpathie de la part de la population. Sur les tracts qu'ils distribuent, les étudiants n'oublient jamais de souligner que leurs revendications convergent vers celles de la population en général contre les guerres coloniales, la vie chère, etc.

A Coimbra, également le 16 Mai, une nouvelle manifestation d'environ 3.000 étudiants a eu lieu contre les manoeuvres du gouvernement pour s'approprier de fêtes traditionnelles des étudiants de cette ville.

* - Voir Documentation, p. 15 et 19.

DOCUMENTATION

(Extrait du communiqué des étudiants de Lisbonne sur les événements survenus le 16 mai dernier au Technique et à l'ISCEF):

DES ETUDIANTS

A LA POPULATION

Dans la matinée du 16 mai la police est entrée dans l'Institut Supérieur Technique et a chargé les étudiants lorsque ceux-ci évacuaient l'Institut.

Cet après midi-là la police a encerclé l'ISCEF (Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières) où se tenait une réunion d'information sur ce qui s'était passé le matin dans le Technique. Les étudiants ont résisté à la première charge de la police, mais bientôt une deuxième charge, cette fois-ci de policiers de choc avec des chiens, et tirant des coups de feu en entrant, parvenait à forcer les portes.

Ce fut alors le massacre partout et personne n'y a échappé: depuis le restaurant jusqu'au bureau du directeur, la police a attaqué étudiants et enseignants et saccagé le mobilier. Quand la charge a pris fin il y avait du sang sur le plancher et les meubles et les murs, des gens évanouis et d'autres avec la tête cassée, et encore des blessés gravement atteints non seulement par les coups de crosses mais aussi à la suite des chutes de plusieurs mètres de haut subies par quelques étudiants qui, désespérément, ont sauté par les fenêtres.

Les blessés ont refusé d'être transportés dans les ambulances que la police avait amenées avec elle, donc déjà avec l'ordre de faire ce qu'elle a fait car autrement elle ne serait pas arrivée avec les hamacs prêts.

Cependant les associations d'étudiants du Technique et de l'Institut de Sciences Economiques ont été fermées de même que l'avaient été déjà les associations de Sciences, de Droit, de Lettres et de l'Institut Industriel et la Coopérative d'étudiants "Livrelco", à Lisbonne, l'association de Médecine, à Porto, et l'Association Académi-

que de Coimbra.

POURQUOI ?

Parce que c'est dans leurs associations démocratiques que les étudiants se trouvent représentés, c'est là qu'ils se réunissent librement pour résoudre et discuter leurs problèmes, pour décider de leurs positions devant l'Université et devant la Nation.

Le Gouvernement, dans ses communiqués de presse, présente les étudiants comme une demi-douzaine de chevelus toujours prêts à faire du bruit et à étudier de moins en moins; comme des petits garçons qui provoquent des troubles à la solde de puissances étrangères et qui, du même coup, gaspillent l'argent de l'Etat sans rien produire.

Mais cela est FAUX. Ce que les étudiants refusent c'est un enseignement qui n'est pas fait pour servir le peuple.

Ce que l'on enseigne dans les écoles c'est que tout va bien, que nous vivons dans le meilleur des mondes et que les étudiants, en terminant leurs licences, doivent s'efforcer de faire pour que tout reste comme jusqu'à maintenant. (...). -51-

QUE SE PASSE-T-IL EN EFFET ?

...
La police, quand elle charge, ne défend pas la tranquillité publique mais la paix pourrie de ceux qui vivent de la sueur et du sang de la grande majorité de la population.

Ce sont les entreprises étrangères établies au Portugal et aux colonies et la grande bourgeoisie qui veulent davantage de docteurs et d'ingénieurs pour collaborer à l'exploitation du peuple, pour défendre leurs lois, et leurs banques, et leurs grandes entreprises, et leur guerre. Pour qu'ils puissent être chaque jour plus efficaces dans cette tâche, on a fait la Réforme de l'enseignement et l'on essaye, par tous les moyens, de faire croire que cette Réforme sert tout le peuple, MAIS CELA EST FAUX AUSSI.

(...). C'est qu'il ne s'agit pas, pour le Gouvernement, de faire étudier mais bien d'éviter toute discussion sur des problèmes importants, liés non seulement à la vie scolaire mais aussi au rôle de l'étudiant dans la société portugaise. C'est le cas des fonctions des étudiants dans l'armée coloniale, en tant qu'officiers miliciens, fonctions qu'

ils commencent à refuser chaque jour avec plus d'intensité.

...

C'est de peur de la réaction populaire à la hausse du coût de la vie, au maintien des bas salaires, et au prolongement indéfini de la guerre coloniale en Afrique qui amène à la répression brutale et hystérique. Aujourd'hui sur les étudiants et les coopérativistes, ainsi qu'hier sur les médecins, de même que toujours sur les ouvriers, les paysans et les employés. La continuation de notre lutte a besoin du soutien actif de la population, que la propagande mensongère essaye journalièrement de tromper.

SI L'ON NOUS CHASSE DES ECOLES, NOUS CONTINUERONS LE COMBAT DANS LA RUE, AUPRES DU PEUPLE PORTUGAIS, CONTRE L'EXPLOITATION, CONTRE LA GUERRE ET L'OPPRESSION.

Les étudiants de Lisbonne

.....

(Extraits de documents élaborés par les enseignants et étudiants de l'ISCEF à propos de l'invasion policière de leur école):

Document n° 1

L'ENTREE DE LA POLICE DANS L'ISCEF LE 16 MAI 1972

Récit des événements

Vers 17H15 des forces de la P.S.P. (Police de Sécurité Publique) sont arrivées devant les portes de l'ISCEF (Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières) ... et ont établi un contrôle tellement serré des entrées que plusieurs enseignants aussi bien que moniteurs et étudiants ont eu du mal à entrer. Aussitôt les enseignants ont remarqué le ton de dureté que la P.S.P. employait.

...

L'invasion de l'enceinte, des installations de l'Association d'étudiants et des salles de l'Institut-même (bureau du directeur, salle d'enseignants, quelques salles de cours) par la police de choc a été accomplie de la façon la plus violente et la plus brutale, sans aucun a

vertissement préalable aux étudiants, par exemple pour qu'ils abandonnent pacifiquement l'ISOMF. Cela a eu lieu vers 19 heures en présence du directeur et de nombreux enseignants — impuissants à empêcher cette sauvagerie.

Ci-dessous le récit des scènes de violences les plus importantes...
Au jardin et aux entrées de l'Institut

Plusieurs étudiants sont roués de coups et mordus par les chiens de la police. ... Le large couloir auprès de la salle du Conseil était jonché de cahiers, livres, chaussures et lunettes.

A la salle des enseignants

... Plusieurs étudiants sont roués de coups devant la porte de cette salle où la police ne parvient pas à entrer car elle était pleine de gens. Quelques étudiants sautent par les fenêtres de la salle.

Au bureau du directeur

Quelques étudiants et enseignants qui ne sont pas parvenus à entrer dans la salle des enseignants se sont réfugiés dans ce bureau; ils sont poursuivis et matraqués par la police. ... Quelques étudiants sautent par les fenêtres de la salle, environ 3 mètres de haut, vers lesquelles ils sont poussés par la police. ...

même après avoir cessé de donner des coups les policiers ont continué à détruire le mobilier du bureau.

...

A la salle 32

La police envahit la salle et matraque les étudiants qu'y se sont réfugiés. Quelques un de ceux-ci sautent par les fenêtres de la salle (3 à 5 mètres de haut).

...

Personnes blessées:

Des blessés ont été amenés aux établissements ci-dessous, ... :

- Clinique de S. Bento: le nombre de blessés a épuisé la capacité de prestation de premiers secours de la clinique; quelques blessés ont du être renvoyés à d'autres établissements à cause de la gravité de leur état, avec l'information du personnel clinique selon laquelle leur transport ne pourrait être fait qu'en ambulance.

- Hopital de S. José: 15 blessés ont été admis à cet hopital dont l'un,

selon l'information des médecins de l'hopital, dans un état extrêmement grave.

- Hopital de Santa maria: 20 blessés ont été admis à cet hopital, dont 6 avec fractures, ...

...

.....

Document n°. 2

TEXTE APROUVE EN REUNION D'ENSEIGNANTS A L'ISCEF

Les enseignants de l'ISCEF qui ont vécu les graves événements dus à l'entrée de la police dans l'école le 16 mai 1972 ont convenu de condamner énergiquement:

- a) la brutalité de l'intervention policiere; et
- b) l'entrée de la police dans l'ISCEF sans l'autorisation soit du directeur de l'école, soit du ministère de l'Education Nationale.

Donc, ils jugent devoir exiger l'identification des responsables de l'intervention policiere et de la forme brutale dont elle s'est revêtue.

Bien qu'ils jugent devoir continuer à assurer leur permanence dans l'Institut, ils considèrent qu'ont été detruites les conditions minimales pour la continuation normale de leur travail avec les étudiants.

Lisbonne, Institut Supérieur de Sciences Economiques et Financières, le 16 mai 1972.

(Signé par 168 enseignants)

ASSEMBLEE DES REPRESENTANTS DE L'OPINION PUBLIQUE POUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EUROPEENNES

Bruxelles 2 - 5 Juin 1972

POSITION POLITIQUE DE LA DELEGATION PORTUGAISE - bases adoptees unanimement, le 2 Juin, par les delegues de differentes convictions politiques, ideologiques et religieuses.

1. L'opinion publique portugaise se trouve soumise a une censure rigoureuse et au controle systematique, par le gouvernement, des grands organes de communication de masses.

Le nouveau Statut de la Presse, qui vient d'etre promulgue, ne remplit pas les conditions indispensables a la liberte de communication; il aggrave meme, a beaucoup d'egards, cette situation.

2. Il existe, cependant, une opinion democratique attentive et agissante. La presence de la delegation portugaise - composee dans sa quasi-totalite de delegues venus du Portugal - traduit surement les aspirations legitimes des portugais desireux de contribuer au recul et a la cessation de la guerre froide, en vue d'une cooperation effective, a tous les niveaux, entre tous les Etats europeens.

3. La participation portugaise a l'Assemblee de Bruxelles est inspiree par les principes de Paix et de Coexistence, de Cooperation et Securite entre tous les Etats de regimes sociaux et politiques differentes, dans un climat de respect mutuel favorise par des ideaux democratiques.

4. Nous sommes pleinement conscients que l'evolution du continent europeen, apres la derniere guerre, a interieure profondement avec la vie nationale portugaise sur plusieurs plans. Nous voulons nous referer, tres particulierement, a la guerre froide, qui constitue un des instruments essentiels du regime portugais dans la poursuite de sa politique dictatoriale.

La guerre coloniale menee par le gouvernement portugais est presentee par celui-ci comme une "croisade en defense de la civilisation occidentale".

5. La lutte pour la securite et la cooperation europeennes apparait,

à la délégation portugaise, également comme une forme important de luter pour l'instauration des libertés démocratiques dans notre pays, et pour la fin des guerres coloniales dans lesquelles il est engagé.

Nous tenons compte aussi des graves conséquences pour notre peuple et pour notre pays de leur isolement. Cet isolement - politique, économique et culturel - résulte d'une orientation délibérée du régime portugais et de sa politique extérieur, conduisant à la progressive ségregation internationale du pays.

Un des facteurs déterminants de cet isolement, dans une Europe divisée, a été et est la dépendance constante du Portugal d'un bloc politico-militaire et économique.

La participation du Portugal dans l'Europe de la coopération, ouverte à tous les Etats, ne pourra pas s'accomplir à la remorque des intérêts de certains pays et groupements - ce qui est le cas jusqu'à présent - mais doit être orientée par une politique extérieure indépendante et favorable à la Paix, la seule qui peut conduire à une indépendance nationale authentique.

6. Compte tenu de l'exposé ci-dessus, nous n'avons pas de doutes que la tenue dans un bref délai de la Conférence des Etats européens pour la Sécurité et la Coopération, et notamment la participation à celle-ci de l'Etat portugais - contraint par la pression de l'opinion publique et des forces de Paix - auraient entre autres les conséquences positives suivantes:

- 1°) Le développement des relations pacifiques entre tous les Etats européens, et une coopération chaque fois plus intense entre les peuples, faciliteront la concrétisation des aspirations démocratiques;
- 2°) Les régimes fascistes constituent sans aucun doute un obstacle à la sécurité et à la coopération européennes; mais si ces régimes sont contraints à participer dans un Système de Sécurité Collective et de Coopération en Europe, les peuples qui sont les victimes de tels régimes verront s'ouvrir devant eux des possibilités de luttres nouvelles qui contribueront beaucoup à leur libération;
- 3°) La présence de tels régimes à la Conférence Européenne des Etats permettra de les contraindre à souscrire à des engagements, qu'

ils n'auraient jamais eu autrement l'initiative d'assumer, et que de cette façon ils seront tenus d'accepter.

Il faudra donc mobiliser l'opinion publique, non seulement pour faire pression sur l'Etat portugais pour qu'il participe dans la Conférence européenne des Etats, mais aussi pour exiger de lui l'application de ces accords, ou pour le responsabiliser en cas de non-application.

La lutte pour la démocratie au Portugal et la lutte pour imposer à l'Etat portugais le respect de la détente en Europe sont inter-dépendantes et se renforcent mutuellement.

7. D'une telle action, menée de forme consciente et concernée, nous pensons arriver à trois conséquences, entre autres, que nous considérons importantes:

- 1°) Une contribution à ce que le Systeme de Sécurité collective et de Coopération s'étende effectivement à tous les Etats européens;
- 2°) L'aggravation des difficultés et des contradictions internationales et internes dans lesquelles se débattent les régimes fascistes;
- 3°) La mobilisation de l'opinion publique portugaise autour de problèmes de dimension européenne, mais qui ont un lien intime avec des problèmes nationaux portugais aigus.

La délégation portugaise salue les efforts qui ont permis la tenue de cette Assemblée, dans la conviction que ses décisions constitueront un important pas en avant pour la convocation d'une Conférence des Etats sur la Sécurité et la Coopération européennes, dans l'intérêt de la Paix mondiale.

Bruxelles le 2 Juin 1972

La Délégation portugaise :

- CARLOS CARVALHO, journaliste, Lisbonne - Portugal
- EDUARDO RIBEIRO, technicien du bâtiment, Guimaraes - Portugal
- monseigneur JOSE SOARES MARTINS, prêtre, Porto - Portugal
- JOSE TENGARRINHA, écrivain, Lisbonne - Portugal
- mme. MARIA HELENA NEVES, journaliste, Lisbonne - Portugal
- PAPINIANO CARLOS, écrivain, Porto - Portugal
- SANTOS SIMOES, professeur, Guimaraes - Portugal
- SERGIO RIBEIRO, économiste, Lisbonne - Portugal
- SILAS CERQUEIRA, chercheur en sciences politiques, Paris - France.

.....